

Politiquement Indiscret

Ça tweete

« Le FN en un chiffre : 9 des 12 élus de Cannes, #Vallauris, #Antibes ont quitté leur parti (série en cours). Guéguerres, démissions, incompétences : ils ne sont pas capables de s'organiser entre eux et voudraient qu'on leur confie les clés de nos villes ? »

Jean-Noël Falcou, élu DVG de Vallauris-Golfe-Juan, dimanche, 10 h 24.

« Le problème de la SNCF ce n'est pas le statut des cheminots, mais bien les 3000 euros d'intérêts versés, par minute, aux banques. La charge de la dette chaque année c'est 10 000 euros par agent de la SNCF. C'est quand qu'on s'attaque à ce racket des banques ? »

Robert Injey, PCF niçois, mardi, 17 h 48.

« Il y a eu 2 % de croissance en France en 2017. Pas mal pour un pays qui a été gouverné par des nuls... jusqu'en 2017. »

MerciHollande. »

Xavier Garcia, patron du PS-06, mercredi, 12 h 14.

« La réforme de la SNCF, ici, dans la Région où 10 % des trains sont annulés, 20 % sont en retard et 30 % des jours ouvrables entravés par des grèves, c'est une nécessité vitale pour notre économie. »

Christian Estrosi, vendredi, 12 h 23.

« @PhilippePM et @cestrosi en marche à #Nice06, comme une prémonition ? »

Éric Ciotti, vendredi, 18 h 40.

« Que le maire de Nice reçoive courtoisement le 1^{er} M, rien de plus normal... Mais qu'il ne tarisse pas d'éloges sur celui-ci en étant également le Pdt de la fédération LR dont la ligne politique définie lors du Conseil national est d'être dans l'opposition pose un pb de fond ! »

Lionnel Luca, maire LR de Villeneuve-Loubet, hier, 15 h 06.

Sélection : F. M.

Les tweets sont reproduits tels que publiés par leurs auteurs.

■ Grasse : Leleux répond à de Fontmichel et Euzière

Dimanche dernier dans ces colonnes, les conseillers municipaux grasseois Hervé de Fontmichel et Paul Euzière avaient violemment attaqué Jean-Pierre Leleux sur sa gestion de la ville de Grasse de 1995 à 2014, regrettant notamment que l'actuel sénateur LR ait « profité que M. de Fontmichel (le maire sortant, ndlr) était malade pour le trahir », se présenter contre lui et le battre en 1995.

Des propos qui ont aussitôt fait bondir Jean-Pierre Leleux. Il se dit « blessé par une assertion abjecte et calomnieuse ! Hervé de Fontmichel est tombé malade, certes, et a dû subir une intervention chirurgicale, mais ce fut bien après l'annonce de ma candidature. Mes compagnons de route de l'époque savent que j'ai d'ailleurs aussitôt interrompu ma campagne naissante dès que j'ai eu connaissance de la situation ». Et il maintient d'autre part sa version de l'histoire... « M^e Hervé de Fontmichel m'avait très clairement indiqué, dès l'été 1994, qu'il ne se représenterait pas en 1995 et qu'il souhaitait que je conduise la liste de notre courant politique local. J'avais admiré le discernement de l'intéressé d'avoir compris que, vu l'état de l'opinion de l'époque et l'éclatement irréversible de sa majorité municipale, l'heure était venue pour lui de passer la main. »

Comme il le remarque, seul lui et Hervé de Fontmichel, décédé en août 2011, savent ce que furent réellement leurs échanges privés, ce qui rend la polémique à jamais stérile. Quant à son « niveau » jugé insuffisant par ses contempteurs, Jean-Pierre Leleux note « qu'à trois reprises, les Grasseois ont préféré le sien à celui de M. Euzière ».

■ Carte scolaire 2018 : pour Dumas, le compte n'y est pas

La carte scolaire définie pour la rentrée 2018 ne satisfait pas Cécile Dumas, secrétaire départementale du PCF. Alors que sont prévues 35 fermetures de classes et 14 ouvertures réelles (42 si l'on tient compte des dédoublements de CP et CE1 en réseaux d'éducation prioritaire), la prof de maths qu'elle est souhaite que les mesures telles que le dédoublement des classes « passent par des investissements budgétaires à la hauteur des besoins et non par la dégradation des conditions d'apprentissage de l'ensemble des élèves, en bâtissant un projet éducatif qui soit celui de l'égalité et de l'émancipation sociale pour tous ».

■ Brenier regrette la baisse des tarifs hospitaliers

La députée LR Marine Brenier regrette que « les hôpitaux se retrouvent pris à la gorge par l'annonce d'une baisse de 1,2 % des tarifs des établissements hospitaliers pour 2018 ».

« Agnès Buzyn, la ministre de la Santé, a fait le bon diagnostic, le financement des hôpitaux publics doit être réformé. En effet, la tarification à l'activité n'a pas permis d'obtenir les résultats attendus et a, au contraire, conduit à des dérives », note l'élue niçoise, qui estime cependant que « le gouvernement ne propose pas les bons remèdes. En baissant leurs tarifs de 1,2 %, les hôpitaux vont devoir chercher de nouvelles sources

d'économies pour maintenir leur équilibre budgétaire et, inévitablement, réaliser encore plus d'actes, au détriment de la qualité des soins ».

■ Michèle Tabarot cogite

La députée LR Michèle Tabarot a lancé fin 2017 un groupe de réflexion, un think-tank comme on dit désormais, le Cercle ID. Deux débats ont déjà été organisés dans son giron, l'un sur l'avenir des retraites, l'autre sur la relation des Français avec les partis politiques. Dans les semaines à venir, ce sont les thématiques du réchauffement climatique, de l'égalité hommes-femmes et de l'avènement de l'intelligence artificielle qui seront abordées.

■ Amoureux de la France : Chipot tient à l'indépendance



Jean-Marc Chipot, animateur régional des Amoureux de la France.

(Photo Franz Chavarocche)

La conférence-débat organisée le 9 février à Nice par Les Amoureux de la France, autour de ses deux membres fondateurs, Nicolas Dupont-Aignan Aignan et Jean-Frédéric Poisson, a attiré plus de trois cents personnes à l'hôtel Westminster. Pour éviter que certains ne tirent à eux la couverture de ce succès, Jean-Marc Chipot, animateur régional des Amoureux de la France, a tenu à préciser que « ceux-ci sont une association de loi 1901, dont l'action se matérialise par une plate-forme participative qui a déjà rassemblé près d'un million et demi de contributions, ainsi que par des réunions publiques comme celle du 9 février à Nice, dont l'association, et elle seule, a assuré l'organisation, indépendamment des mouvements partenaires et des hôtes locaux. Cette indépendance vis-à-vis de toute organisation ou personnalité politique est en effet garante de sa capacité à rassembler au-delà des appartenances de tout un chacun ».

■ Léonelli « loyal et lucide »

Adjoint de Christian Estrosi à Nice et président du groupe de la majorité à la Région, Pierre-Paul Léonelli se définit comme « loyal et lucide ». « J'assume pleinement d'être un homme de droite, un farouche gaulliste de cœur, dit-il, mais notre parti (LR) donne une image puérile dans laquelle je ne me reconnais pas et les Français non plus. Si l'on peut être opposé à la majorité actuelle et j'estime que cela est légitime, il n'en demeure pas moins qu'il est inacceptable pour des élus responsables de tourner systématiquement le dos à Emmanuel Macron pour conserver un semblant de posture d'opposant aux yeux de l'opinion. » Et de citer le retour du service national, auquel il est favorable. « Il y a de l'eau dans le gaz

dans notre famille politique, conclut-il. Mais, plutôt que de la quitter, car la loyauté est une qualité qui m'est chère, je considère être plus utile à nos compatriotes en exerçant pleinement les mandats locaux qu'ils m'ont confiés. »

■ Nakache et Leduc tapent sur le préfet

La suspension par le tribunal administratif, le 23 février, de la décision de reconduction à la frontière italienne d'une vingtaine de jeunes mineurs isolés, incite les représentants des associations investies dans la lutte en faveur des migrants à réclamer la démission du préfet. Soulignant qu'il s'agit là de la quatrième décision de justice défavorable au préfet « pour des pratiques illégales envers les migrants en moins d'un an », tant David Nakache, président de Tous citoyens !, qu'Arthur Leduc, pour Ensemble ! 06, estiment qu'il n'y a plus qu'une alternative : « Soit Georges-François Leclerc accepte de respecter la loi, soit il doit être remplacé. Comment le représentant de l'État, censé être garant de l'ordre public, peut-il être lui-même un multirécidiviste notoire ? »

■ Tous citoyens ! décrypte la loi Asile et Immigration

L'association Tous citoyens ! organise par ailleurs un café-débat de décryptage du projet de loi Asile et Immigration et de ses « dérives possibles », lundi 12 mars à 18h30 au Théâtre des Loges, 18, avenue Thiers à Nice. Seront notamment présents Henri Busquet (Ligue des Droits de l'Homme), Mireille Damiano (Syndicat des Avocats de France), Cécile Dumas (Parti communiste) et Cathie Lipszyc (Tous citoyens !). Autant d'intervenants qui interviendront à charge contre le projet de loi, chacun l'aura deviné...

■ La solidarité territoriale selon La France audacieuse

C'est la première des dix mesures en faveur de la ruralité proposées par La France audacieuse : « Recréer les solidarités territoriales entre l'urbain et le rural ». « Il est temps de redonner de l'équité dans la redistribution des richesses par aires de population. L'essentiel des recettes fiscales qui viennent des entreprises est encaissé par les aires urbaines », note le mouvement d'élus lancé par Christian Estrosi, qui propose donc de « mettre en place un mécanisme de redistribution pour faire bénéficier les petites communes d'une part des ressources urbaines ».

■ Nègre enfonce le clou

Co-auteur avec Hervé Maurey, en septembre 2017, lorsqu'il était encore sénateur, d'une proposition de loi sur l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire, le maire de Cagnes Louis Nègre se dit satisfait de l'approche du gouvernement pour réformer la SNCF. « Au regard des 47 milliards de dette et du fait que le kilomètre-train est 30 % plus cher en France qu'en Allemagne », il se réjouit de « la volonté de prendre en compte non pas des syndicats, non pas des corporations, mais des usagers. Les citoyens sont mécontents du système public ferroviaire. Il est nécessaire d'agir vite et de l'ouvrir à la concurrence pour plus de services, de meilleure qualité et moins chers pour le contribuable. »

TH. P.

L'humeur

de
Thierry
Prudhon



Désert

« On l'a dit, on le fait ! »

Il faut, globalement, rendre justice à Emmanuel Macron d'appliquer son programme. Quant à savoir si son action produira les effets désirés, il s'agit d'une autre paire de manches, qui réclamera la patine du temps avant tout jugement définitif. Une chose est sûre, en revanche, l'opposition est totalement dans les choux. De gauche à droite, les Insoumis asticotent sans parvenir à entraîner, les socialistes n'arrivent même plus à se faire inviter à la télévision, les centristes se sont eux-mêmes rayés de la carte et Les Républicains n'en finissent plus de se chercher des poux, tels des mioches. Le Front national, enfin, en est réduit à espérer se refaire une virginité en changeant de nom. Triste paysage à la vérité, qui conduit certains à en faire des tonnes lorsque Marion Maréchal-Le Pen évoque la création d'une académie de sciences politiques. Question renouveau et fraîcheur des idées, on repassera. Dans ce désert inépuisable, regrettable et forcément passager, Macron n'a pour le moment qu'un adversaire : lui-même.

En deux mots

« Bien évidemment ! »

La réponse, sans une once d'hésitation, de Christian Estrosi à Yves Thérard qui lui demandait mercredi, lors du Talk du Figaro, s'il serait candidat à sa succession à la mairie de Nice en 2020.

Le chiffre

817

Dans les Alpes-Maritimes, le nombre d'adhérents du PS susceptibles de voter les 15 et 29 mars pour départager les quatre candidats à la direction du parti... Si tous ont bien, d'ici là, régularisé leur cotisation 2018.